



RAPPORT SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION EN AFRIQUE

RAPPORT PAYS DU
GHANA

2024

Ghana



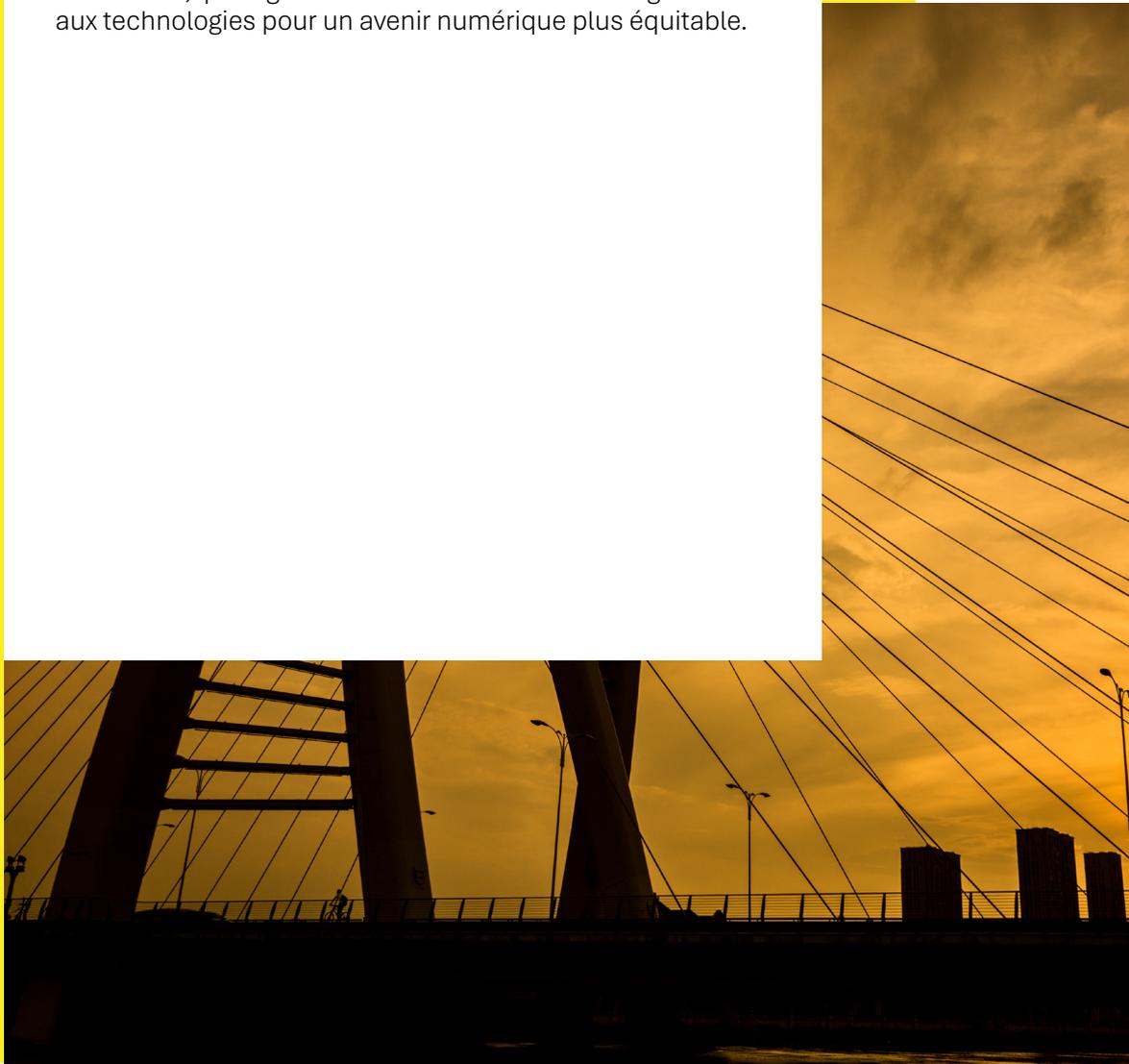
Résumé

Ce rapport examine les développements dans le sous-secteur de la communication et des médias de masse au Ghana, en se concentrant sur des thèmes qui peuvent être largement classés dans les droits numériques, les droits de l'homme et la liberté de la presse. Utilisant une approche multidimensionnelle, le rapport évalue les performances du Ghana en matière d'inclusion numérique, d'accès à l'internet, de liberté d'expression, de protection des données et de la vie privée, d'accès à l'information, de censure et de modération des contenus, ainsi que d'intelligence artificielle et de technologies émergentes. Il vise à évaluer la conformité du Ghana avec les normes internationales en utilisant TheScore Index, un indice des droits numériques créé par Paradigm Initiative, qui évalue l'adhésion de l'État aux principes clés des droits de l'homme tels que décrits dans la Déclaration de principes sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Des lois efficaces et des projets ciblés soutiennent les progrès du Ghana en matière de TIC, mais des problèmes subsistent en ce qui concerne la liberté de la presse, la fracture numérique, la protection des données et la cybersécurité. Des cadres réglementaires solides et une collaboration entre le gouvernement, les organisations de la société civile et le secteur privé sont essentiels pour protéger les investissements, encourager l'innovation, garantir la conformité, protéger les consommateurs et élargir l'accès aux technologies pour un avenir numérique plus équitable.

2

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024



Introduction

3

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

Bénéficiant d'une paix perçue et d'un statut démocratique élevé⁴¹⁰, le Ghana attire des investissements considérables dans des secteurs cruciaux, notamment celui des TIC. En 2023, le secteur était évalué à environ 1,5 milliard de cédés ghanéens par an, avec des prévisions de croissance régulière.⁴¹¹ Le ministère de la communication et de la numérisation est le ministère de tutelle du régulateur indépendant du sous-secteur de la communication, la National Communications Authority. Par l'intermédiaire du Fonds d'investissement du Ghana pour les communications électroniques, le ministère finance des projets qui garantissent l'accès universel à la téléphonie de base, à l'internet, au multimédia à large bande et aux services de radiodiffusion pour les communautés.

Le gouvernement a libéralisé le secteur des TIC en 1994 pour attirer les investissements étrangers. Depuis lors, le secteur a connu une croissance régulière grâce à des cadres réglementaires et des lignes directrices progressifs qui ont renforcé la concurrence, encouragé l'innovation et établi des paramètres clairs pour une participation responsable au marché. Des projets tels que le [Projet de téléphonie rurale et d'inclusion numérique au Ghana](#), le [Réseau national d'infrastructures de communication à fibre optique](#) et le [Projet d'accélération numérique au Ghana](#) ont également contribué à cette croissance. Le Ghana a obtenu un score de 66,2 sur 100 dans l'indice de développement des TIC pour 2024, dépassant ses homologues sous-régionaux, le Nigéria et la Côte d'Ivoire, qui ont obtenu respectivement 46,9 et 65,3.⁴¹² Le pays est relié à cinq câbles sous-marins internationaux. Sa capacité de bande passante cumulée est d'environ 7,16 téraoctets, ce qui le positionne comme un centre potentiel de services basés sur les TIC en Afrique de l'Ouest.⁴¹³

Les progrès du secteur des TIC ont considérablement influencé la croissance du paysage des médias. En 2022, 707 stations FM et 156 stations TV détenaient une licence d'exploitation. Toutefois, le nombre de stations FM et de chaînes de télévision émettant actuellement est respectivement de 513 et 117.⁴¹⁴ L'article 12 de la Constitution garantit la liberté de la presse et fournit des lignes directrices pour un journalisme responsable en stipulant un droit de réplique et en établissant la Commission nationale des médias.⁴¹⁵ La Commission est chargée d'établir et de faire respecter les normes journalistiques dans les médias. Une étape importante pour la liberté a été franchie en 2001 avec l'abrogation de la loi sur la diffamation criminelle, qui avait restreint la liberté de la presse et criminalisé la liberté d'expression pendant plus d'un siècle.⁴¹⁶ Depuis lors, le paysage médiatique a connu une plus grande participation, ce qui a permis à un plus grand nombre de médias de tirer parti de la forte pénétration des smartphones et de l'accès à l'internet pour atteindre et distribuer des contenus à un public plus large. Toutefois, deux lois entravent la liberté de la presse: La section 208 de la loi sur les infractions pénales (loi 29) et la loi sur les communications électroniques (loi 775).

410 Promouvoir une culture de la paix au Ghana (2024) <https://www.undp.org/ghana/blog/promoting-culture-peace-ghana> (consulté le 12 novembre 2024)

411 Ghana – Technologies de l'information et de la communication (2023) <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/ghana-information-and-communications-technology-ict> (consulté le 12 novembre 2024).

412 Mesurer le développement numérique - L'indice de développement des TIC (2024) https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/ind/d-ind-ict_mdd/2024-3-pdf-e.pdf (consulté le 12 novembre 2024)

413 Le secteur des technologies de l'information et de la communication au Ghana (2019) <https://www.ecexportsymposium.co.za/wp-content/uploads/2020/06/ICT-SEC-TOR-PROFILE-2019.pdf> (consulté le 13 novembre 2024)

414 Rapport sur l'industrie des communications (2022) https://nca.org.gh/wp-content/uploads/2023/12/CIR-2022-for-Publication_12.pdf (consulté le 13 novembre 2024)

415 Cadre réglementaire des médias au Ghana (2017) <https://philipatawura.wordpress.com/2017/05/02/regulatory-framework-of-the-media-in-ghana/> (consulté le 14 novembre 2024)

416 Le paysage médiatique ghanéen : comment les pratiques contraires à l'éthique des journalistes compromettent les progrès (2012) https://ghana.mom-gmr.org/uploads/tx_lfrogmom/documents/18-476_import.pdf (consulté le 14 novembre 2024).

Accès à l'internet

À la fin de l'année 2024, le taux de pénétration de la téléphonie mobile était de 113 % et celui de l'internet de 69,8 %. Le pays compte 7,40 millions d'utilisateurs de médias sociaux, soit 21,5 % de la population totale.⁴¹⁷ Ce groupe passe en moyenne trois heures et 23 minutes par jour sur les médias sociaux, ce qui fait du Ghana le sixième pays au monde où l'utilisation des médias sociaux est la plus élevée et le troisième en Afrique.⁴¹⁸ Il existe trois opérateurs de réseaux mobiles, trois opérateurs de réseaux fixes et un fournisseur d'accès sans fil à large bande.

Les réalisations du Ghana dans le domaine des TIC sont le fruit de politiques qui ont créé des conditions de marché propices à l'augmentation des investissements et à la réduction des coûts. En 2014, par exemple, le gouvernement a supprimé 20 % des droits d'importation sur les téléphones portables. Traditionnellement, les taxes représentent 35 % du coût des téléphones portables.⁴¹⁹ Toutefois, en 2015, le gouvernement a réintroduit les droits d'importation.⁴²⁰ Le gouvernement a réduit les droits de douane sur les combinés importés de 20 % à 10 % et a supprimé la TVA sur les combinés importés.⁴²¹ La taxe à l'importation sur les smartphones restera en vigueur à partir de 2024. C'est devenu un sujet de campagne, le candidat du parti au pouvoir à l'élection présidentielle s'étant engagé à l'abolir.⁴²²

Les smartphones sont essentiels pour fournir une connectivité significative, c'est pourquoi le gouvernement doit s'efforcer de les rendre plus abordables. Selon l'Alliance pour un Internet abordable, le coût d'un smartphone représente 39 % du revenu mensuel moyen en Afrique subsaharienne.⁴²³ Au Ghana, un smartphone bas de gamme coûte 766 GH¢ (49,90 USD), tandis que les téléphones haut de gamme peuvent coûter plus de 5 000 GH¢ (325,73 USD). WIEGO estime que le salaire mensuel moyen au Ghana en 2023 sera de 2 922 GH¢, les travailleurs du secteur informel gagnant moins. Au sein de ce groupe, les porteuses de tête gagnent 500 GHS, les vendeurs de rue 1 250 GH¢, les ramasseurs de déchets 1 300 GH¢ et les commerçants du marché 2 200 GH¢.⁴²⁴ Ainsi, au Ghana, un smartphone bas de gamme coûte 27 % du salaire mensuel moyen. En outre, le coût moyen d'un gigaoctet de données par mois est de 6,30 GH¢,⁴²⁵ ce qui fait du Ghana le deuxième et le troisième pays le moins cher pour les données Internet mobiles en Afrique de l'Ouest et en Afrique.⁴²⁶

Les coupures et les pannes d'Internet sont rares au Ghana. Il n'y a actuellement aucune restriction gouvernementale sur l'accès à l'internet et aucun cas signalé de censure gouvernementale et de surveillance des courriels ou des forums de discussion sur l'internet sans contrôle judiciaire. Cela peut être attribué à plusieurs facteurs, y compris les lois disponibles, la volonté politique et les efforts des organisations de la société civile. La coalition #KeepItOn d'Access Now est l'un de ces efforts des organisations de la société civile. Dans la lettre qu'elle a adressée au gouvernement cette année, elle lui a demandé de garantir aux Ghanéens qu'il ne fermerait pas Internet pendant toute la période électorale de 2024.⁴²⁷

Selon l'indice 2024 Liberté sur le Net publié par Freedom House, la liberté d'Internet au Ghana est classée comme «partiellement libre», recevant un score de 65 sur 100.⁴²⁸ Cela indique un niveau modéré de droits numériques et d'accessibilité en ligne, reflétant les aspects positifs et les défis du paysage numérique du pays. En 2024, le pays a été confronté à une panne d'internet majeure due à des dommages causés à des câbles sous-marins.

417 Digital : Ghana (2024a) <https://datareportal.com/reports/digital-2024-ghana> (consulté le 17 novembre 2024)

418 Utilisation de l'internet au Ghana (2024) <https://genderanddigital.org/internet-social-media-usage/> (consulté le 17 novembre 2024)

419 Le Ghana abandonne les taxes à l'importation sur les smartphones suite au plaidoyer de A4AI-Ghana Coalition (2014) <https://a4ai.org/news/ghana-drops-import-tax-on-smartphones-following-advocacy-by-a4ai-ghana-coalition/> (consulté le 17 novembre 2024)

420 Le Ghana rétablit les droits d'importation sur les smartphones (2016) <https://www.telecompaper.com/news/ghana-brings-back-smartphone-import-duty--1126716> (consulté le 17 novembre 2024)

421 Le Ghana réduit les droits de douane et la TVA sur les téléphones portables de 10 % (2016) <https://www.telecompaper.com/news/ghana-cuts-tariff-vat-on-handsets-by-10--1166840> (consulté le 17 novembre 2024)

422 J'abolirai les droits d'importation sur les téléphones portables, j'abolirai E-Levy - Bawumia (2024) <https://citinewsroom.com/2024/11/ill-abolish-import-duties-on-mobile-phones-abolish-e-levy-bawumia/> (Accès 27 novembre 2024)

423 Le coût des smartphones diminue, mais ils restent inabordable pour des milliards de personnes dans le monde (2022) <https://a4ai.org/news/the-cost-of-smartphones-falls-but-they-remain-unaffordable-for-billions-around-the-world> (consulté le 17 novembre 2024)

424 Gérer l'inflation : impacts de la crise du coût de la vie sur les travailleurs du secteur informel à Accra, au Ghana (2024) <https://www.wiego.org/resources/navigating-inflation-impacts-cost-living-crisis-workers-informal-employment-accra-ghana> (consulté le 17 novembre 2024)

425 Le coût de 1GB de données mobiles au Ghana (2024) <https://nca.org.gh/wp-content/uploads/2024/07/The-Cost-of-1GB-of-Data-in-Ghana.pdf> (consulté le 17 novembre 2024)

426 Le prix des données mobiles au Ghana est le troisième moins cher en Afrique, le deuxième en Afrique de l'Ouest (2024) <https://www.modernghana.com/news/1328926/mobile-data-price-in-ghana-third-cheapest-in-afric.html> (consulté le 17 novembre 2024)

427 Élections 2024 : Assurez aux Ghanéens que vous ne couperez pas l'internet pendant toute la période électorale (2024) <https://www.modernghana.com/news/1360638/election-2024-assure-ghanaians-you-wont-shutdown.html> (Consulté le 23 novembre 2024)

428 Liberté sur le Net (2024) <https://freedomhouse.org/country/ghana/freedom-net/2024> (consulté le 17 novembre 2024)

La qualité du service est une préoccupation pour le segment de la population ayant accès à l'internet. La vitesse médiane de l'internet mobile est d'environ 13,17 Mbps, alors que les connexions fixes offrent une vitesse comparativement meilleure de 33,60 Mbps.⁴²⁹ En 2023, les données sur les parts de marché indiquent que MTN est un acteur important du marché des opérateurs de réseaux mobiles au Ghana, avec une part de marché de 75 %. Telecel est un acteur important du marché des opérateurs de réseaux fixes, avec une part de marché de 73 %.⁴³⁰ Cette situation a suscité des inquiétudes quant à la préservation d'une concurrence loyale, à l'encouragement de l'innovation et à la protection des droits des consommateurs. Par conséquent, en introduisant une politique de neutralité technologique, l'autorité nationale des communications a pris des mesures cruciales pour remédier aux déséquilibres du marché et élargir le choix des consommateurs dans le secteur des télécommunications.⁴³¹ Cette mesure consiste à accorder à Vodafone et à AT l'autorisation de réaffecter leur spectre dans les bandes de 900 MHz, 1800 MHz et 2100 MHz pour fournir des services 4G. L'annexe 2 Règlement sur les communications nationales (qualité de service), 2016, établit les paramètres de référence que chaque fournisseur de services mobiles cellulaires doit respecter.⁴³² L'Autorité nationale des communications contrôle régulièrement la qualité du service pour s'assurer que les opérateurs de réseaux mobiles respectent les conditions de licence et fournissent aux consommateurs le service de qualité pour lequel ils ont payé.⁴³³ Les opérateurs de réseaux de télécommunications sont également tenus de présenter à l'autorité nationale des communications un rapport sur la qualité de leurs services, mesurée à l'aune des indicateurs de performance de la qualité des services définis par l'autorité, et de publier d'autres rapports que l'autorité peut autoriser.⁴³⁴ En cas de non-respect des indicateurs de qualité de service, le régulateur sanctionne l'acteur du secteur en infraction. Par exemple, en 2018, quatre opérateurs de réseaux mobiles ont été condamnés à une amende de 34 065 000 GHC pour ne pas avoir respecté diverses exigences en matière de qualité de service. Au moment de la rédaction de ce rapport, aucun cas de sanction n'a été signalé pour 2024.

Liberté d'expression

La constitution ghanéenne garantit la liberté d'expression ainsi que la liberté et l'indépendance des médias, comme indiqué aux chapitres 5 et 12. Néanmoins, certaines lois sont encore utilisées pour harceler, arrêter et incarcérer les journalistes au Ghana. Il s'agit de la section 208 de la loi amendée [sur les infractions pénales \(Criminal And Offences Act, Act 29\)](#) et de la [loi sur les communications électroniques \(Electronic Communications Act, Act 775\)](#).⁴³⁵ Ces deux lois couvrent respectivement la diffusion de fausses informations et la désinformation. Elles sont vagues et peuvent être utilisées pour criminaliser presque tout discours pouvant être interprété comme induisant la peur ou l'alarme.⁴³⁶ Des arguments ont également été avancés concernant la nature draconienne et le caractère obsolète de ces lois, car elles violent les lois nationales et internationales sur les droits de l'homme au sujet de la liberté d'expression.⁴³⁷ En réponse à une critique sur la manière dont la police ghanéenne applique ces lois, l'inspecteur général de la police, le Dr George Akuffo Dampare, a déclaré que la police n'arrêtait pas « simplement » quelqu'un pour « fake news », et qu'elle n'intervenait que lorsque ce qui était colporté avait des implications en matière de sécurité nationale.⁴³⁸ La police ghanéenne a déjà détenu des journalistes pour avoir diffusé d'erronées informations susceptibles d'affecter la sécurité nationale. En 2024, la police de la capitale régionale Ashanti a arrêté Oheneba Nana Asiedu, un présentateur de Wontumi FM, une station de radio appartenant à Bernard Antwi Boasiako, le président régional Ashanti du New Patriotic Party (NPP), au sujet d'une vidéo qui circulait sur les médias sociaux. Selon un communiqué de la police, la vidéo montre le présentateur dans les studios de Wontumi FM à Kumasi, où il encourage les électeurs à voter pour des candidats à la présidence à des jours

429 Numérique 2024 : Ghana (2024c) <https://datareportal.com/reports/digital-2024-ghana> (consulté le 17 novembre 2024)

430 Statistiques du marché de l'industrie (2023) <https://nca.org.gh/wp-content/uploads/2023/04/Mobile-Data-Year-ended-2022-Jan-2023.pdf> (consulté le 20 novembre 2024)

431 La NCA introduit la neutralité technologique au Ghana (2023) <https://nca.org.gh/2023/07/18/nca-introduces-technology-neutrality-in-ghana/> (consulté le 20 novembre 2024)

432 Règlement sur les communications nationales (qualité de service), (2016) <https://nca.org.gh/wp-content/uploads/2021/11/Draft-QoS-Regulations-April-2016.pdf> (consulté le 17 novembre 2024)

433 Les opérateurs de télécommunications sanctionnés à hauteur de 34 millions de GHC pour avoir échoué aux tests de qualité de service (2018) <https://nca.org.gh/2018/08/21/telcos-sanctioned-ghc34m-for-failing-quality-of-service-tests/> (Consulté le 17 novembre 2024)

434 Loi sur les communications électroniques (2008) <https://nita.gov.gh/theevoc/2017/12/Electronic-Communications-Act-775.pdf> (consulté le 20 novembre 2024)

435 Les deux lois qui survivent à la loi abrogée sur la diffamation criminelle au Ghana (2022) <https://mfwa.org/issues-in-focus/the-two-laws-surviving-the-repealed-criminal-libel-law-in-ghana> (consulté le 19 novembre 2024)

436 La loi ghanéenne sur la publication de fausses nouvelles est vague et facilement abusive (2022) <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2022/02/25/ghana-law-publication-of-fake-news-vague-easily-abused-free-speech> (consulté le 19 novembre 2024)

437 La loi ghanéenne sur la publication de fausses nouvelles est vague et facilement abusive - elle devrait disparaître (2022) <https://theconversation.com/ghanas-law-on-publication-of-false-news-is-vague-and-easily-abused-it-should-go-177470> (Consulté le 19 novembre 2024)

438 La police n'arrête pas n'importe qui pour des fausses nouvelles - IGP (2024) <https://www.myjoyonline.com/police-do-not-just-arrest-anyone-for-fake-news-igp/> (Consulté le 19 novembre 2024)

différents.⁴³⁹ Il est essentiel de reconnaître que la désinformation est un défi majeur dans le paysage médiatique actuel. Il est donc essentiel de mettre en place des mécanismes visant à promouvoir des reportages éthiques et une communication responsable. Cela permet de garantir que les médias conservent leur intégrité et protègent le public des effets néfastes d'informations trompeuses ou intentionnellement mensongères.

De 2019 à 2024, au moins 30 journalistes et professionnels des médias ghanéens ont été victimes d'abus, d'arrestations et de menaces dans le cadre de leur travail. 14 de ces cas, soit 47%, ont été perpétrés par la police et l'armée.⁴⁴⁰ Afin d'améliorer les relations entre la police et les médias et de renforcer la sécurité des journalistes, la police et la communauté des médias ont créé un cadre visant à mettre fin à l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes et, en fin de compte, à promouvoir leur sécurité.⁴⁴¹ La police doit trouver un équilibre délicat entre le maintien de l'ordre social et la sauvegarde du droit à la liberté d'expression, tout en respectant les limites établies par la loi. Cela nécessite une approche nuancée qui tienne compte des implications de l'expression individuelle et du bien-être collectif de la communauté, en veillant à ce que tout discours reste dans les limites de ce qui est légalement acceptable. Lors d'une récente visite au haut commandement de la police, le ministre de l'Intérieur a encouragé l'inspecteur général de la police à agir contre les individus qui font des commentaires négatifs sur les médias sociaux, alors que le pays approche des élections générales de 2024.⁴⁴² La Constitution donne au président le pouvoir de nommer et de révoquer l'inspecteur général de la police, ce qui rend très plausible l'argument de l'ingérence politique et du manque d'indépendance de la police. À l'approche des élections générales de 2024, la Commission nationale des médias a lancé un outil de surveillance visant à lutter contre la désinformation, à suivre les performances des médias, à assurer la sécurité des journalistes et à promouvoir une couverture transparente des élections.⁴⁴³

Le harcèlement et les agressions de journalistes par des citoyens sont également fréquents. L'Association des journalistes du Ghana signale qu'entre janvier et octobre 2024, 13 journalistes, travailleurs des médias et maisons de presse ont été attaqués au Ghana.⁴⁴⁴ Les rapports indiquent que des sympathisants du Nouveau Parti Patriotique (NPP) ont été impliqués dans trois des neuf attaques signalées, ce qui en fait les auteurs les plus fréquents.⁴⁴⁵ Un incident impliquant des partisans du NPP s'est produit au cours de l'année sous revue à Tamale lorsque Dakurugu Abubakar Ndeeya, un journaliste de Zaa Multimedia, a filmé une confrontation entre des partisans du NPP et un officier de police. Il a été attaqué et brutalement agressé par quatre individus soupçonnés d'être des partisans du NPP.⁴⁴⁶ C'est sous le régime du Nouveau Parti Patriotique (NPP) et d'Akufo-Addo que le Ghana a enregistré les attaques les plus éhontées contre la liberté de la presse.⁴⁴⁷ Le cas d'Erastus Asare Donkor, de Majid Alidu et de Nicholas Suantah est un autre incident notable impliquant des attaques contre des journalistes. Ces journalistes, qui travaillent pour Multimedia Group Limited, ont été violemment agressés par un groupe d'hommes armés alors qu'ils effectuaient un reportage sur un site minier dans la région sud du pays.⁴⁴⁸ À la suite de cet incident, le Comité de protection des journalistes a demandé aux autorités ghanéennes d'enquêter sur les agents de sécurité qui ont attaqué ces quatre journalistes et de leur demander des comptes.⁴⁴⁹ Au moment de la rédaction du présent rapport, aucun résultat n'a été signalé concernant les poursuites judiciaires engagées contre les auteurs de l'agression. En l'absence de mesures de sécurité adéquates, la neutralité de l'information est compromise, en particulier dans les régimes où l'appareil de sécurité et les journalistes pro-gouvernementaux collaborent pour

439 La police interpelle le présentateur de Wontumi FM/TV pour publication de fausses nouvelles (2024) <https://www.myjoyonline.com/police-invite-wontumi-fm-tv-presenter-over-publication-of-false-news/>

440 Quatre ans après l'assassinat d'Ahmed Hussein-Suale Divela, les journalistes ghanéens sont toujours attaqués en toute impunité (2023) <https://cpj.org/2023/01/four-years-since-murder-of-ahmed-hussein-suale-divela-ghanas-journalists-still-attacked-with-impunity/> (consulté le 19 novembre 2024)

441 Cadre sur les relations entre la police et les médias et la sécurité des journalistes au Ghana (2019) <https://www.mfwa.org/wp-content/uploads/2020/11/Framework-on-Police-Media-Relations-and-Safety-of-Journalists-in-Ghana-July-1.pdf> (consulté le 19 novembre 2024)

442 La sécurité nationale, une priorité absolue du gouvernement - Le ministre de l'Intérieur l'assure (2024) <https://www.mint.gov.gh/national-security-a-top-priority-of-the-government-interior-minister-assures/> (Consulté le 22 novembre 2024)

443 La Commission nationale des médias lance une application de veille médiatique (2024) <https://gna.org.gh/2024/11/national-media-commission-launches-ghana-media-watch-app/> (consulté le 22 novembre 2024)

444 GJA Reports Surge in Attacks on Ghanaian Journalists (2024) <https://thevaultnews.com/news/general-news/gja-reports-surge-in-attacks-on-ghanaian-journalists/> (consulté le 20 novembre 2024)

445 Un plus grand engagement est nécessaire pour mettre fin à l'impunité des crimes contre les journalistes (2024) <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Greater-commitment-needed-to-end-impunity-for-crimes-against-journalists-195834> (consulté le 11 novembre 2024)

446 Ghana : Un journaliste agressé par des militants politiques (2024) <https://shorturl.at/ivvj9> (consulté le 23 novembre 2024)

447 L'affirmation du président Akufo-Addo sur la situation de la liberté d'expression au Ghana n'est pas tout à fait vraie (2023) <https://mfwa.org/president-akufo-addos-claim-about-freedom-of-expression-condition-in-ghana-not-entirely-true> (Consulté le 20 novembre 2024)

448 RSF condamne l'agression de trois journalistes environnementalistes en reportage sur un site minier (2024) <https://rsf.org/en/ghana-rsf-condemns-assault-three-environmental-journalists-reporting-mining-site> (Consulté le 20 novembre 2024)

449 Des gardes de sécurité d'une mine attaquent une équipe de journalistes couvrant la dégradation de l'environnement au Ghana (2024) <https://cpj.org/2024/10/mine-security-guards-attack-media-crew-covering-environmental-degradation-in-ghana/> (consulté le 22 novembre 2024)

surveiller et intimider les journalistes impartiaux.⁴⁵⁰ Le classement du Ghana en matière de liberté de la presse s'est dégradé depuis 2018, année où le pays occupait la première place en Afrique et la 23e dans le monde. En 2023, le Ghana se classera 9e et 62e en Afrique et dans le monde, respectivement.⁴⁵¹

Protection des données et de la vie privée

Alors que l'internet et la technologie deviennent de plus en plus accessibles aux Ghanéens, l'importance de la protection des données et de la vie privée ne peut être surestimée. Chaque action effectuée en ligne - de la navigation sur des sites web et des achats au partage d'informations personnelles sur les médias sociaux - laisse des empreintes numériques qui peuvent être suivies et analysées. Cette accumulation de données suscite de vives inquiétudes quant à la manière dont les informations sont collectées, utilisées et potentiellement exploitées par diverses entités, y compris les entreprises et les cybercriminels. La [loi sur la protection des données et de la vie privée de 2012](#) (loi 843) fournit les garde-fous nécessaires en tant que législation principale du Ghana régissant la vie privée et la protection des données. D'autres instruments juridiques contiennent des dispositions relatives à la protection de la vie privée et des données.⁴⁵² Par exemple, la Constitution, la loi sur les communications électroniques de 2008 (loi 775) et la loi sur la cybersécurité (2020) (loi 1038). L'article 18(2) de la Constitution de 1992 consacre les droits fondamentaux des citoyens en matière de protection de la vie privée. Les articles 8 (1) et 8 (2) de la loi de 2008 sur les communications électroniques (loi 775) préservent la confidentialité des données des utilisateurs du service. Toute violation de cette disposition est considérée comme un délit. Le contrevenant peut faire l'objet d'une condamnation sommaire, entraînant une amende pouvant aller jusqu'à mille cinq cents unités de pénalité, une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à quatre ans, ou les deux. Les articles 69 (1) et 69 (2) de la loi sur la cybersécurité de 2020 (loi 1038) décrivent les procédures et les conditions dans lesquelles les informations sur les abonnés peuvent être obtenues. La récupération non autorisée d'informations sur les abonnés ou l'interception de données relatives au trafic ou au contenu est passible d'une amende de 2 500 à 15 000 unités de pénalité, d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans, ou des deux.

Ces lois protègent les données et la vie privée des citoyens, mais il existe des exceptions. Le droit à la vie privée peut être restreint par la loi lorsque cela est nécessaire pour la sécurité et le bien-être économique du pays, la protection de la santé ou de la morale, la prévention du désordre ou du crime, ou la protection des droits et des libertés d'autrui. En 2016, la commission de la défense et de l'intérieur du Parlement ghanéen a présenté le projet de loi sur l'interception des paquets postaux et des messages de télécommunication, qui confère au gouvernement ghanéen le pouvoir absolu d'espionner sa population.⁴⁵³ À la suite d'agitations et de pétitions émanant d'organisations de la société civile, le gouvernement a retiré le projet de loi et l'a remplacé par une version actualisée.⁴⁵⁴ Ce projet de loi actualisé est toujours en cours d'examen. En 2020, le gouvernement a publié l'[instrument exécutif 63](#), autorisé par le président en vertu de la section 100 de la loi de 2008 sur les communications électroniques. Cette mesure visait à atteindre les mêmes objectifs que ceux visés par le projet de loi sur l'interception des paquets postaux et des messages de télécommunication (2015).⁴⁵⁵ La légalité de l'instrument exécutif 63 a été contestée devant les tribunaux.⁴⁵⁶ Le tribunal a annulé l'instrument parce qu'il violait le droit à la vie privée des personnes. Le gouvernement a été chargé de supprimer toutes les données collectées dans les quatorze jours suivant le jugement du tribunal.⁴⁵⁷ En 2024, aucun rapport n'indique que l'instrument exécutif est toujours en vigueur, ni qu'il existe de nouveaux instruments ayant un objectif similaire.

450 Repenser la sécurité des journalistes au Bangladesh (2020) <https://www.cogitatiopress.com/mediaandcommunication/article/view/2494> (consulté le 22 novembre 2024)

451 Le Ghana recule à nouveau dans le classement de la liberté de la presse, le pire résultat depuis 18 ans (2023) <https://thefourthstategh.com/2023/05/ghana-drops-on-press-freedom-index-again-worst-record-in-18-years/> (Consulté le 20 novembre 2024)

452 Lois sur la protection des données dans le monde : Ghana 2024) (<https://www.dlapiperdataprotection.com/index.html?t=law&c=GH>) (consulté le novembre 2024)

453 Nouveau projet de loi sur l'espionnage national au Ghana (2016) <https://medium.com/@ShaunRaviv/ghana-s-new-domestic-spying-bill-938b2c2b8e08> (consulté le 21 novembre 2024)

454 Le gouvernement retire le projet de loi sur l'espionnage du Parlement (2016) <https://www.graphic.com.gh/news/general-news/govt-withdraws-spy-bill-from-parliament.html> (consulté le 21 novembre 2024)

455 Projet de loi sur l'espionnage de Mahama, EI 63 (2020) de Nana Addo <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/features/Sammy-Darko-writes-Mahama-s-Spy-Bill-Nana-Addo-s-EI-63-918916> (consulté le 21 novembre 2024)

456 Un avocat conteste la tentative d'Akufo-Addo de sécuriser les « informations privées des abonnés au téléphone portable » (2020) <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Lawyer-challenges-Akufo-Addo-s-attempt-to-secure-private-information-of-mobile-subscribers-917080> (Consulté le 21 novembre 2024)

457 Ghana : MFWA se félicite de la décision de la Haute Cour ordonnant au gouvernement de cesser de collecter des données personnelles (2021) <https://mfwa.org/ghana-mfwawel-come-high-court-ruling-ordering-government-to-stop-collecting-personal-data/> (Consulté le 22 novembre 2024)

Il n'y a pas de nouveaux accords pour l'installation de technologies de surveillance des rues en dehors de ceux signés en 2012 et 2019 entre le gouvernement du Ghana et Huawei Technologies. Ces initiatives prévoient l'installation de 10 000 caméras de vidéosurveillance dans les capitales régionales et de district, la mise en œuvre de la reconnaissance faciale pour une meilleure analyse vidéo, et la surveillance en temps réel de la criminalité dans les centres de commandement et de contrôle.⁴⁵⁸ Le dernier rapport d'étape publié en 2021 indique que l'installation d'environ 6 500 caméras a été achevée, avec un peu plus de 4 000 caméras alimentées et en ligne, principalement à Accra, Kumasi et dans d'autres capitales régionales.⁴⁵⁹ Ce projet a coûté 411 millions USD et est toujours en cours en 2024.

Le Ghana, le Nigeria, le Maroc, le Malawi et la Zambie dépensent collectivement au moins un milliard de dollars par an en contrats de technologie de surveillance numérique avec des entreprises américaines, britanniques, chinoises, européennes et israéliennes.⁴⁶⁰ Il semblerait que le gouvernement ghanéen ait acquis auprès d'entreprises étrangères cinq types de logiciels espions aux capacités diverses, et que ces technologies soient utilisées dans le pays pour surveiller les citoyens.⁴⁶¹ L'un des logiciels espions, Pegasus, a été vendu au gouvernement par la société israélienne NSO Group en 2016.⁴⁶² L'acquisition de cet outil a suscité de nombreuses inquiétudes, notamment au sein de la communauté journalistique. Des rapports indiquent que le fournisseur a réclamé le logiciel de la machine Pegasus pour cause de non-paiement.⁴⁶³ On ne sait pas encore si la machine est toujours utilisée dans le pays.⁴⁶⁴ La chaîne d'approvisionnement du Ghana en technologies de surveillance comprend six intercepteurs mobiles fournis par NSO Group (Israël), Cellebrite (Israël), Quaddream (Israël), Decision Group (Taïwan), Tactical Device (Suisse) et Intellexa (Grèce).⁴⁶⁵ Le budget total alloué au ministère de la Sécurité nationale en 2024 est de 1 636 239 088 GH¢. Ce montant comprend la rémunération des employés (1.280.208.961 GH¢), les biens et services (264.030.127 GH¢) et les dépenses en capital (92.000.000 GH¢).⁴⁶⁶ Les dépenses du gouvernement en matière de sécurité nationale représentent 0,71% des dépenses budgétaires totales pour cette année.

Le contrôle et la surveillance des journalistes sont omniprésents en Afrique de l'Ouest.⁴⁶⁷ Le Ghana n'est pas une exception. Des journalistes, des activistes et des citoyens ordinaires ont été suivis, arrêtés et détenus simplement pour avoir publié des messages critiques sur les médias sociaux. Sous couvert de sécurité nationale, les gouvernements ont outrepassé leurs pouvoirs légaux de surveillance.⁴⁶⁸

Les violations de données sont également un problème important au Ghana. Au troisième trimestre 2024, le pays a enregistré une moyenne de 12 violations de données pour 100 Ghanéens, ce qui place le Ghana au neuvième rang des pays d'Afrique ayant le plus grand nombre de violations de données.⁴⁶⁹ Une violation de données a été signalée à la Ghana Reinsurance Company le 28 août 2024, ce qui aurait entraîné l'infiltration du système de l'entreprise et l'accès à des données sensibles.⁴⁷⁰ En juin 2024, l'Autorité de la cybersécurité avait signalé 226 cas de chantage, entraînant la perte de 112 209 GH¢.⁴⁷¹ En août 2024, le nombre total de cas d'escroquerie à l'investissement signalés avait atteint 146, pour une valeur totale de 1 986 057 GH¢, contre 63 cas

⁴⁵⁸ Réseau de vidéosurveillance Huawei déployé par le ministère ghanéen de la sécurité nationale (2024) https://www.securityvision.io/wiki/index.php/Huawei_video_surveillance_network_deployed_by_Ghana_Ministry_of_National_Security (consulté le 21 novembre 2024)

⁴⁵⁹ 10 000 caméras de vidéosurveillance seront installées dans les chefs-lieux de région et de district - Ministre (2021) <https://www.graphic.com.gh/news/general-news/10-000-cc-tv-cameras-to-be-installed-in-regional-district-capitals-minister.html> (Consulté le 21 novembre 2024)

⁴⁶⁰ Les nations africaines dépensent 1 milliard de dollars par an pour la surveillance préventive (2023) <https://www.ids.ac.uk/news/african-nations-spending-1bn-a-year-on-harmful-surveillance-of-citizens/> (consulté le 23 novembre 2024)

⁴⁶¹ Comment le Ghana a acquis cinq types de logiciels espions sous le couvert du secret (2024) https://www.ghanabusinessnews.com/2024/05/07/how-ghana-acquired-five-kinds-of-spyware-under-cloak-of-secrecy/#google_vignette (consulté le 22 novembre 2024)

⁴⁶² Ciblage des dissidents et des candidats politiques de l'opposition au Ghana(2022) <https://www.cfr.org/cyber-operations/targeting-dissidents-and-opposition-political-candidates-ghana> (consulté le 22 novembre 2024)

⁴⁶³ Le logiciel de la machine Pegasus a été retiré pour non-paiement (2019) <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Software-of-Pegasus-machine-was-taken-away-for-non-payment-Investigator-739729> (consulté le 22 novembre 2024)

⁴⁶⁴ Le gouvernement ghanéen utilise-t-il un kit israélien pour espionner les militants et les dissidents ? (2022) <https://www.theafricareport.com/224982/is-ghanas-government-using-israeli-kit-to-spy-on-activists-and-dissidents/> (consulté le 27 novembre 2023)

⁴⁶⁵ Cartographie de l'offre de technologies de surveillance en Afrique : Ghana country report (2023) https://opendocs.ids.ac.uk/articles/online_resource/Mapping_the_Supply_of_Surveillance_Technologies_to_Africa_Case_Studies_from_Nigeria_Ghana_Morocco_Malawi_and_Zambia/26431414?file=48182845 (consulté le 22 novembre 2024)

⁴⁶⁶ Budget prévisionnel par programme (2024) https://mofep.gov.gh/sites/default/files/pbb-estimates/2024/2024-PBB-MNS_.pdf (consulté le 23 novembre 2024)

⁴⁶⁷ Comment la surveillance numérique menace la liberté de la presse en Afrique de l'Ouest (2023) <https://humanglemedia.com/how-digital-surveillance-threatens-press-freedom-in-west-africa/> (consulté le 22 novembre 2024)

⁴⁶⁸ Les gouvernements africains dépensent trop en technologie de surveillance pour les mauvaises raisons (2023) <https://www.africanliberty.org/2023/11/07/african-governments-spend-so-much-on-surveillance-tech-for-the-wrong-reasons/> (consulté le 22 novembre 2024)

⁴⁶⁹ Statistiques mondiales sur les violations de données - Ghana (2024) <https://surfshark.com/research/data-breach-monitoring> (consulté le 23 novembre 2024)

⁴⁷⁰ Attaque du rançongiciel BrainCIPHER contre Ghana Reinsurance PLC (2024) <https://www.halcyon.ai/attacks/braincipher-ransomware-hits-ghana-reinsurance-plc-a-cybersecurity-wake-up-call> (consulté le 23 novembre 2024)

⁴⁷¹ Augmentation des cas de chantage/extorsion en ligne (2024) <https://www.csa.gov.gh/cert-gh-alert32.php#:~:text=Background,loss%20of%20GH%C2%A2%2011%2C209.> (consulté le 23 novembre 2024)

pour un total de 421 620 GH¢ en 2023.⁴⁷² Les incidents de cyberfraude dans le pays ont entraîné des pertes financières considérables de 4,33 millions de dollars. Ces pertes ne concernent que les cas signalés aux autorités entre janvier et juin 2023, des montants plus élevés pouvant provenir de cas non signalés.⁴⁷³ Cela souligne la nécessité de mettre en place des mesures de cybersécurité et des mécanismes de signalement robustes au niveau national.

La cyberintimidation est devenue de plus en plus courante, en particulier sur les plateformes de médias sociaux. L'anonymat des interactions en ligne contribue largement à cette tendance. Cette absence de visage permet aux individus d'adopter un comportement préjudiciable sans faire face à des conséquences immédiates, ce qui leur donne souvent le courage de dire des choses qu'ils n'exprimeraient jamais en personne. En intégrant la loi sur la cybersécurité de 2020 (Acte 1038) à la loi sur la protection des données de 2012 (Acte 843), l'Autorité de la cybersécurité établit un cadre qui comprend des campagnes de sensibilisation, des programmes éducatifs et des lignes directrices pour un comportement en ligne responsable.⁴⁷⁴

Censure et modération du contenu

Les utilisateurs d'Internet au Ghana bénéficient d'un espace d'information libre de toute censure technique. Néanmoins, des personnes risquent d'être arrêtées pour des messages liés au président ou à d'autres personnes puissantes, et les journalistes en ligne sont de plus en plus menacés de harcèlement et d'agression pour leurs reportages critiques. Cette situation a créé une culture du silence dans l'espace public.⁴⁷⁵ Bien que la Constitution garantisse la liberté d'expression et l'indépendance de la presse, elle prévoit également une base de dérogation à ces droits, qui permet la modération du contenu. L'article 164 autorise les restrictions à la liberté d'expression dans l'intérêt de l'ordre public, de la moralité ou de la sécurité nationale.⁴⁷⁶ La loi de 2008 sur les communications électroniques (loi 775) est un texte clé qui régit la modération de contenu au Ghana. Elle établit le cadre juridique des communications électroniques et des plateformes en ligne.

La prévalence croissante des fausses nouvelles est devenue une préoccupation majeure pour le gouvernement, en particulier dans ses efforts pour maintenir la cohésion sociale entre les citoyens. Certains acteurs politiques diffusent des informations erronées à l'aide d'outils automatisés et de commentateurs rémunérés sur les médias sociaux. Les erronées informations, la manipulation de contenu et les mensonges purs et simples deviennent plus fréquents à l'approche des élections de 2024 au Ghana, afin d'influencer les électeurs et de déformer la vérité.⁴⁷⁷

Ce problème mine la confiance du public et l'intégrité de l'information, ce qui peut conduire à des divisions sociales et à la diffusion d'irréelles informations. Une étude a révélé qu'environ 64,4 % des Ghanéens « ignorent » et ne font rien pour protester ou mettre en garde les autres lorsqu'ils voient des inexacts nouvelles ou d'erronées informations dans les médias.⁴⁷⁸ La Commission électorale du Ghana a soutenu les appels en faveur d'un cadre pour guider l'utilisation des médias sociaux pendant les élections, afin de réduire la désinformation et de préserver l'intégrité du processus électoral et la sécurité nationale.⁴⁷⁹ Aucun cas de censure ou de modération de contenu en ligne n'a été officiellement signalé en 2024. Cependant, TikTok rapporte que le gouvernement a fait trois demandes de suppression de contenu, mais qu'aucune n'a été retirée.⁴⁸⁰ Certaines personnes ont suggéré que le gouvernement crée des lois permettant aux autorités compétentes de déterminer, dans des conditions spécifiques, quand la censure d'internet peut être justifiée et le moment

472 Les escroqueries à l'investissement se multiplient (2024) <https://www.csa.gov.gh/cert-gh-alert33.php#:~:text=Background,421%2C621%20for%20the%20year%202023.> (consulté le 23 novembre 2024)

473 51 acteurs de la cybersécurité obtiennent des licences au Ghana face à la multiplication des violations de données (2024) <https://techpoint.africa/2024/07/15/51-cybersecurity-players-licensed-ghana/> (consulté le 28 novembre 2024)

474 Ghana : L'autorité de cybersécurité développe un cadre pour lutter contre la cyberintimidation parmi les étudiants (2024) <https://publicsectormag.net/2024/06/10/ghana-cybersecurity-authority-develops-framework-to-combat-cyberbullying-among-students/> (Consulté le 23 novembre 2024)

475 Sam Jonah décrie la culture du silence sous la présidence d'Akufo-Addo (2021) <https://www.modernghana.com/news/1076873/sam-jonah-decries-culture-of-silence-under-akufo.html> (Consulté le 23 novembre 2024)

476 Constitution du Ghana (1992) <https://www.ghanalegal.com> (consulté le 23 novembre 2024)

477 Tendances de la désinformation électorale au Ghana : conseils pour les combattre (2024) <https://en.hive-mind.community/blog/1013/election-disinformation-trends-in-ghana-tips-for-combating-them> (consulté le 23 novembre 2024)

478 Environ 64,4% des Ghanéens encouragent la diffusion de fake news - Étude (2024) <https://www.myjoyonline.com/about-64-4-of-ghanaians-encourage-spreading-of-fake-news-study/> (Consulté le 23 novembre 2024)

479 La Commission européenne appelle à un cadre pour réglementer l'utilisation des médias sociaux pendant les élections (2023) <https://gna.org.gh/2023/10/ec-calls-for-framework-to-regulate-social-media-use-during-election/> (Consulté le 23 novembre 2024)

480 Rapport sur les demandes d'éloignement du gouvernement (2024) <https://www.tiktok.com/transparency/en-us/government-removal-requests-2024-1> (consulté le 28 novembre 2024)

approprié pour ces mesures.⁴⁸¹ Toute censure ne doit pas violer les droits de l'homme ou cibler les groupes vulnérables, tels que les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme.

À l'approche des élections de 2024, des inquiétudes ont été exprimées quant au projet de la Commission électorale de n'autoriser que trois stations de radio et cinq chaînes de télévision à accéder aux centres de collationnement dans les régions. Cette limitation équivaut à une censure des médias.⁴⁸² Des organisations comme Paradigm Initiative ont également exhorté la Commission électorale à publier rapidement des informations afin de lutter contre la désinformation et de renforcer la confiance du public dans le processus électoral.⁴⁸³

Des rapports suggèrent que le parti au pouvoir censure les stations de radio critiques à l'égard du gouvernement par l'intermédiaire de l'Autorité nationale de la communication.⁴⁸⁴ En 2024, Salt FM a été fermée dans des circonstances supposées être motivées par des considérations politiques.⁴⁸⁵ Quatre autres stations de radio de Bawku ont également été fermées à la suite de recommandations du Conseil de sécurité régional de l'Upper East et des directives du ministère de la Sécurité nationale concernant des remarques incendiaires qui ont aggravé un conflit en cours.⁴⁸⁶ De nombreuses organisations, dont la Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest, ont salué la fermeture de ces quatre stations de radio à Bawku, considérant qu'il s'agissait d'une mesure positive car les propriétaires avaient négligé leurs responsabilités en matière de contrôle. Cependant, la Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest a noté que cette action aurait dû être exécutée par la Commission nationale des médias plutôt que par l'Autorité nationale de la communication.⁴⁸⁷

Le Ghana s'est classé 38e sur 180 pays pour la composante «contexte juridique» de l'indice de liberté de la presse 2024 de Word Press, qui mesure «la mesure dans laquelle les journalistes et les médias sont libres de travailler sans censure ou sanctions judiciaires, ou restrictions excessives de leur liberté d'expression; la capacité d'accéder à l'information sans discrimination entre les journalistes, et la capacité de protéger les sources; la présence ou l'absence d'impunité pour les responsables d'actes de violence à l'encontre des journalistes». Elle était auparavant classée 31e sur 180 en 2023.⁴⁸⁸ Cela met en évidence une limitation majeure des pratiques journalistiques, qui restreint la possibilité des journalistes à fournir une couverture précise et complète des événements importants, ce qui a finalement un impact sur la qualité de l'information disponible pour le public.

La censure et la modération du contenu au Ghana constituent un défi complexe et permanent. Il s'agit de trouver un équilibre entre la protection de la liberté d'expression et la prévention des dommages potentiels. Alors que les plateformes numériques continuent de se développer, le gouvernement ghanéen et les différentes parties prenantes sont confrontés à la tâche difficile de créer des réglementations qui protègent les individus contre les contenus nuisibles - tels que les discours haineux, la désinformation et le harcèlement en ligne - tout en respectant le droit fondamental à la liberté d'expression. Cette tension délicate reflète des discussions mondiales plus larges sur le rôle du gouvernement dans la régulation des espaces numériques, les conséquences des expressions non contrôlées et la nécessité d'un cadre qui favorise un dialogue ouvert et assure la sécurité et le bien-être de tous les citoyens.

Accès à l'information

En 2019, la [loi sur le droit à l'information](#) (RTI) a été promulguée pour renforcer le droit des citoyens à accéder à l'information et faciliter un environnement ouvert et inclusif qui promeut une plus grande responsabilité et un débat public. La loi sur le droit à l'information permet aux citoyens de demander et d'obtenir des informations auprès des institutions publiques et de certaines

481 Censure d'Internet (2024) <https://ipgh.org/internet-censorship/> (consulté le 28 novembre 2024)

482 Résistons à la tentative de la Commission européenne de censurer la couverture médiatique de l'élection 2024 (2024) <https://www.modernghana.com/news/1360496/lets-resist-ec-attempt-to-censor-media-coverage.html> (consulté le 28 novembre 2024)

483 Assurer la diffusion en temps utile des informations pour lutter contre la désinformation - Paradigm Initiative tells EC (2024) <https://www.gbcghanaonline.com/news/politics/paradigm-initiative-tells-ec/2024/> (consulté le 23 novembre 2024)

484 Élections de 2024 au Ghana : A Risk Assessment of the Online Information Space (2024) <https://www.iri.org/resources/ghana-2024-elections-a-risk-assessment-of-the-online-information-space/> (consulté le 23 novembre 2024)

485 L'arrêt de Salt FM soulève des questions de transparence (2024) <https://mfwa.org/country-highlights/shutdown-of-salt-fm-raises-transparency-issues/> (consulté le 23 novembre 2024)

486 La NCA ferme quatre (4) stations de radio FM à Bawku pour des raisons de sécurité nationale (2024) <https://nca.org.gh/2024/02/24/nca-shuts-down-four-4-fm-radio-stations-in-bawku-on-grounds-of-national-security/> (Accessed on 23 November 2024)

487 Fermeture de 4 stations de radio à Bawku : La mauvaise approche pour faire la bonne chose (2024) <https://mfwa.org/closure-of-4-radio-stations-in-bawku-the-wrong-approach-to-doing-the-right-thing/> (consulté le 23 novembre 2024)

488 Classement mondial de la liberté de la presse 2024 - Performance du Ghana (2024) <https://cddgh.org/2024/05/the-2024-world-press-freedom-index-ghanas-performance/> (consulté le 23 novembre 2024)

institutions privées. À ce jour, 1 000 demandes ont été faites au titre de la loi RTI. Parmi ces demandes, 838 ont été acceptées, 47 ont été rejetées et 45 ont été transférées.⁴⁸⁹ Les cas rejetés en 2024 comprenaient la demande de JoyNews pour que SSNIT fournisse des informations sur la vente des hôtels⁴⁹⁰ et la demande de Fourth Estates pour que KPMG fournisse des informations sur son contrat avec le gouvernement.⁴⁹¹ En 2023, quatorze institutions publiques avaient été condamnées à une amende de 1 310 000 GH¢ pour n'avoir pas respecté les injonctions de la Commission du droit à l'information de fournir aux demandeurs les informations demandées.⁴⁹²

Les journalistes jouent un rôle essentiel dans l'information de la société et la responsabilisation des gouvernements. C'est pourquoi ce sont eux qui présentent le plus grand nombre de demandes au titre de la loi sur le droit à l'information. Pour renforcer la transparence et la responsabilité, le ministère de l'information gère le programme de renforcement des capacités des médias avec la commission du droit à l'information, afin de doter les journalistes des connaissances et des outils nécessaires pour s'acquitter efficacement de leurs responsabilités journalistiques dans le cadre de la loi sur le droit à l'information.⁴⁹³ Les organisations de la société civile jouent un rôle important dans l'éducation du public à cette loi. Par exemple, la Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest a organisé des ateliers pour informer les citoyens sur la loi sur le droit à l'information afin de leur permettre de demander des informations de manière indépendante.⁴⁹⁴

Malgré les garanties constitutionnelles et légales et les mesures numériques mises en œuvre par le gouvernement et les acteurs de la société civile, il existe encore des obstacles importants à l'accès à l'information. Ces obstacles comprennent une fracture numérique inégale, l'inégalité entre les sexes, des lacunes infrastructurelles et le coût de l'accès à l'information. Un travail important est nécessaire pour améliorer la divulgation proactive d'informations sur les sites web du gouvernement. Il s'agit de mettre à disposition les documents, les ensembles de données et les rapports pertinents et de veiller à ce que le public puisse y accéder facilement et les comprendre. En outre, les informations devraient être mises à jour régulièrement et organisées de manière conviviale afin de promouvoir la transparence et d'encourager l'engagement des citoyens dans les activités du gouvernement.

IA et technologies émergentes

La révolution numérique est le témoin de l'application de l'intelligence artificielle (IA) et d'autres technologies émergentes pour améliorer la prestation de services sociaux et économiques. En 2024, le ministère des communications et de la numérisation a lancé la politique et la stratégie du Ghana en matière d'économie numérique, marquant une étape charnière dans le parcours du pays vers le progrès technologique.⁴⁹⁵ L'Autorité nationale des communications a également lancé un [plan stratégique quinquennal](#) (2024 - 2028) qui permettra au régulateur de rester à la pointe des demandes du secteur, en créant un écosystème numérique favorable et bien protégé. Les technologies de pointe étant de plus en plus répandues dans la gestion des données, il est essentiel de donner la priorité à la gouvernance des données pour que les efforts de numérisation du Ghana soient couronnés de succès.⁴⁹⁶ Une stratégie nationale en matière de données est en cours d'élaboration à cet égard. L'écosystème de startups du Ghana favorise l'adoption de l'IA et des technologies émergentes. Sur l'indice mondial de l'innovation 2023, le Ghana se classe 99e sur 123 pays étudiés au niveau mondial et 7e en Afrique subsaharienne.⁴⁹⁷ Dans sa [stratégie nationale d'intelligence artificielle](#), le pays vise à transformer sa société en utilisant l'IA pour faire progresser le potentiel des personnes, du gouvernement, des entreprises et des systèmes afin de parvenir à une transformation sociale et économique inclusive et à une meilleure qualité de vie d'ici à

489 Plus de 1000 demandes ont été faites depuis l'adoption de la loi sur le RTI - Oppong Nkrumah (2023) <https://moi.gov.gh/newsroom/2023/05/over-1000-requests-made-since-passage-of-rti-law-oppong-nkrumah/> (consulté le 28 novembre 2024)

490 JoyNews traîne le SSNIT devant la Commission RTI pour refus de fournir des informations sur la vente d'hôtels (2024) <https://www.myjoyonline.com/joynews-drags-ssnit-to-rti-commission-over-refusal-to-provide-information-on-hotels-sale/> (Consulté le 28 novembre 2024)

491 Le Quatrième Pouvoir dépose une pétition auprès de la Commission RTI concernant le refus de KPMG de fournir des informations sur les contrats avec le gouvernement (2024) <https://thefourthstategh.com/2024/03/the-fourth-estate-petitions-rti-commission-over-kpmgs-refusal-to-provide-information-on-contracts-with-govt/> (Accessed on 28 November 2024)

492 14 institutions condamnées à une amende de 1,3 million de GH¢ pour non-respect de la loi sur le RTI (2023) <https://www.graphic.com.gh/news/general-news/14-institutions-fined-gh-1-3m-for-non-compliance-with-rti-law.html> (consulté le 28 novembre 2024)

493 Renforcer la capacité des médias : Empowering Journalists with The Right To Information Act (2023) <https://rtic.gov.gh/2023/12/> (consulté le 28 novembre 2024)

494 MFWA renforce les capacités de plus de 600 citoyens sur la loi ghanéenne sur le droit à l'information (2023) <https://mfwa.org/issues-in-focus/mfwa-enhance-capacities-of-more-than-400-citizens-on-ghanas-right-to-information-law/> (consulté le 28 novembre 2024)

495 Le Ghana lance une politique d'économie numérique pour stimuler la transformation nationale (2024) <https://moi.gov.gh/newsroom/2024/11/ghana-launches-digital-economy-policy-to-drive-national-transformation/> (consulté le 28 novembre 2024)

496 Le Ghana développe sa stratégie nationale en matière de données en collaboration avec Smart Africa et Team Europe (2024) <https://smartafrica.org/ghana-develops-its-national-data-strategy-in-collaboration-with-smart-africa-and-team-europe/> (consulté le 8 décembre 2024).

497 Indice mondial de l'innovation (2023) <https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo-pub-2000-2023-en-main-report-global-innovation-index-2023-16th-edition.pdf> (consulté le 28 novembre 2024)

2023. Suite à l'adoption croissante de l'intelligence artificielle (IA), l'UNESCO a lancé un outil pour évaluer son utilisation éthique en 2024.⁴⁹⁸ Certains législateurs se sont inquiétés de l'utilisation potentiellement abusive de l'intelligence artificielle et ont appelé à l'adoption d'une législation pour la réglementer dans le pays.⁴⁹⁹ Les jeunes n'ont pas été oubliés dans le débat, puisqu'ils ont exhorté les législateurs à se concentrer sur l'exploitation du potentiel de l'intelligence artificielle plutôt que de s'inquiéter de ses lacunes et d'essayer d'élaborer des réglementations.⁵⁰⁰ D'autres ont également demandé que la réglementation de l'IA soit équilibrée, car elle est essentielle pour encourager l'innovation et la créativité.⁵⁰¹

À partir de 2024, le ministère des communications et de la numérisation a élaboré un document d'orientation complet pour réglementer l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le pays. Un projet de ce document est actuellement soumis au Cabinet pour examen et suggestions.⁵⁰² Le Ghana a besoin d'investissements pour développer des infrastructures qui soutiennent l'intelligence artificielle et les technologies émergentes. Le gouvernement a été invité à envisager de réserver un pourcentage du budget national au développement de l'intelligence artificielle.⁵⁰³ En 2023, la Société de financement du développement a affecté 300 millions USD à la mise en place d'un centre de données au Ghana pour l'Afrique, ce qui profitera au développement de l'IA.⁵⁰⁴ En 2024, le gouvernement a lancé la Next-Gen InfraCo (NGIC) pour fournir des services mobiles haut débit 5G abordables. D'ici à 2028, le NGIC vise à déployer 4 400 sites, pour atteindre 37 millions de clients finaux. L'objectif est d'atteindre une couverture numérique de 100 % d'ici à 2030. La réussite du projet dépendra de l'augmentation de la pénétration de la 4G, qui passera de 15 % actuellement à plus de 80 %, tout en déployant des services 5G.⁵⁰⁵ Le Ghana a fait des progrès significatifs dans l'adoption de l'IA et des technologies émergentes, mais le secteur n'en est qu'à ses débuts. Pour exploiter pleinement le potentiel de l'IA et des technologies émergentes, le gouvernement doit donner la priorité aux investissements dans la recherche et le développement, établir des cadres de gouvernance clairs et garantir leur application inclusive et équitable.

Inclusion numérique

Il existe des disparités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne la possession d'appareils numériques au Ghana. La possession de smartphones et de téléphones mobiles en général est plus faible chez les femmes, ce qui limite leur accès aux services et aux possibilités offertes par l'internet. En novembre 2024, les femmes possédaient 46 % des smartphones, contre 63 % pour les hommes.⁵⁰⁶ Ce phénomène est principalement influencé par deux facteurs: le coût élevé de l'acquisition de ces appareils et le manque de compétences adéquates pour utiliser ces technologies de manière efficace. Ces facteurs découlent de structures sociales sous-jacentes qui contribuent aux disparités entre les sexes. En conséquence, les femmes ont souvent un accès limité à l'éducation par rapport aux hommes, ce qui affecte leur potentiel de gain. Si les femmes possèdent moins d'appareils mobiles, 75 % d'entre elles accèdent à l'internet exclusivement par ce biais, contre 58 % des hommes.⁵⁰⁷

L'accès aux smartphones et à Internet reste hors de portée d'une partie de la population, notamment dans le secteur informel. Un rapport de 2024 sur la pauvreté multidimensionnelle au Ghana a révélé que 7 317 555 personnes, représentant 24 % de la population, sont considérées comme multidimensionnellement pauvres.⁵⁰⁸ En janvier 2024, environ 30,2 % de la population ghanéenne,

498 Lancement de l'outil éthique de l'IA de l'UNESCO (2024) <https://unescoghana.gov.gh/unesco-ai-ethics-tool-launched/> (consulté le 9 décembre 2024)

499 Les députés proposent une loi pour réglementer l'intelligence artificielle (2023) <https://citinewsroom.com/2023/06/mps-propose-legislation-to-regulate-artificial-intelligence/> (consulté le 9 décembre 2024)

500 Le Ghana débat de la réglementation de l'intelligence artificielle (2023) <https://www.dw.com/en/ghana-debates-regulating-artificial-intelligence/a-66025595> (consulté le 9 décembre 2024)

501 Une réglementation équilibrée de l'IA est essentielle pour favoriser l'innovation et la créativité (2024) <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/business/Balanced-AI-regulation-essential-to-foster-innovation-and-creativity-Valentine-Obi-1930934> (consulté le 9 décembre 2024).

502 Le gouvernement élabore une politique pour réglementer l'intelligence artificielle (2024) <https://www.graphic.com.gh/news/general-news/ghana-news-govt-develops-policy-to-regulate-artificial-intelligence.html> (consulté le 9 décembre 2024)

503 Le gouvernement est invité à investir dans l'IA pour améliorer les soins de santé (2024) <https://gna.org.gh/2024/06/government-urged-to-invest-in-ai-to-enhance-healthcare/> (consulté le 9 décembre 2024).

504 L'impact du nouveau centre de données de 300 millions de dollars du Ghana sur le développement de l'IA dans la région (2023) <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/features/The-impact-of-Ghana-rsqo-s-new-300-million-data-center-on-AI-development-in-the-region-1771544> (consulté le 9 décembre 2024).

505 Le gouvernement lance Next-Gen Infraco pour le déploiement de la 5G au Ghana (2024) <https://moc.gov.gh/2024/06/03/government-launches-next-gen-infraco-for-5g-deployment-in-ghana/> (consulté le 10 décembre 2024)

506 Après l'accès 2022-2023 Mesurer l'inégalité numérique (2024) <https://www.afrisig.org/sites/default/files/pdf/Access-After-Access-AfriSIG-2024.pdf> (consulté le 29 novembre 2024)

507 Services de gouvernement électronique inclusifs au Ghana : améliorer l'accès et l'utilisation des femmes (2023) https://www.gsma.com/solutions-and-impact/connectivity-for-good/mobile-for-development/wp-content/uploads/2023/07/FINAL_GSMA_Inclusive-E-Government-Services-in-Ghana-Enhancing-Womens-Access_56pp_v5.pdf (consulté le 29 novembre 2024)

508 Élection 2024 : Réimaginer la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle (2024) <https://cddgh.org/2024/06/election-2024-reimagining-the-fight-against-multidimensional-poverty/>

soit 10,39 millions de personnes, n'avaient pas accès à l'internet.⁵⁰⁹ Avec un écosystème de paiement numérique et un système d'identification robustes, il existe une opportunité de marché pour les programmes d'achat immédiat et de paiement différé. En réponse, les détaillants de téléphonie mobile, les institutions financières et les entreprises de FinTech se sont associés pour fournir des solutions au marché. Bien qu'il existe plusieurs systèmes sur le marché, le partenariat entre M-KOPA et MTN mérite d'être mentionné. M-KOPA a tiré parti de ses partenariats stratégiques avec Samsung et Nokia pour financer plus de 100 000 personnes et a débloqué plus de 10 millions USD de crédit numérique pour les clients au Ghana.⁵¹⁰ La question de l'accès aux smartphones est également devenue un sujet politique, comme le montre la promesse de campagne du gouvernement NPP au pouvoir lors des élections de 2024.⁵¹¹

Par le biais du Fonds d'investissement du Ghana pour les communications électroniques, le gouvernement met en œuvre plusieurs projets, notamment le projet de téléphonie rurale et d'inclusion numérique du Ghana, qui vise à fournir des services de téléphonie mobile aux communautés mal desservies et à réduire ainsi la fracture numérique.⁵¹² Les données du budget prévisionnel basé sur les programmes du ministère de la communication et du numérique pour 2024 indiquent que 1 421 sites d'itinérance ont été construits pour desservir 2,5 millions de Ghanéens dans le cadre de l'agenda de la numérisation. Ces sites permettent aux citoyens de se connecter à leurs réseaux mobiles préférés dans le cadre de la politique nationale d'itinérance. Ils devraient également permettre de réduire d'environ 60 % le coût des services de réseau des entreprises de télécommunications.⁵¹³ Le ministère prévoit de déployer 1 008 sites supplémentaires d'ici à la fin de 2024, afin de couvrir 95 % du territoire ghanéen. Le Fonds a également créé 281 centres communautaires d'information sur les TIC dynamiques et soutient en permanence les centres existants.⁵¹⁴ D'ici à 2024 le Fonds a organisé et parrainé 1 546 sessions de formation sur la transformation numérique et le codage et a formé 12 113 filles à l'informatique de base.⁵¹⁵ Avec le soutien de partenaires, le Fonds a également offert une formation informatique de base à 450 personnes malvoyantes.⁵¹⁶ Le GIFEC est financé par une taxe réglementaire de 1 % prélevée sur le revenu annuel net des fournisseurs et opérateurs de services de communication, par des contributions du gouvernement et par des subventions des partenaires de développement. Au moment de la rédaction de ce rapport, aucun rapport financier annuel complet n'était disponible en ligne pour déterminer le total des fonds accessibles au GIFEC pour les projets et les opérations en 2024.

Il est crucial d'assurer la sécurité des enfants sur internet pour une inclusion numérique, surtout avec la hausse de l'utilisation des smartphones. Des informations actuelles montrent que 90,5 % des enfants entre 8 et 17 ans ont eu recours à Internet à un certain point. Sur les personnes qui se servent d'Internet, 45,7 % le font à travers un smartphone. En outre, 56,7 % des enfants qui y ont accès par le biais d'un smartphone sont faiblement ou pas du tout surveillés. Cette absence de contrôle peut conduire à une participation à des actes frauduleux, une exposition à des contenus violents et sexuels sur internet, ainsi qu'à d'autres dangers tels que la dépendance.⁵¹⁷ Même si aucune donnée récente n'est disponible, un rapport de 2020 du Centre national pour les enfants disparus et exploités a indiqué que plus de 13 000 images et vidéos d'exploitation sexuelle des mineurs ont été visionnées ou téléchargées sur Internet en provenance du Ghana.⁵¹⁸ La loi sur la cybersécurité (loi 1038) pénalise les abus envers les enfants sur Internet, y compris la création, la vision et le partage de contenus pédopornographiques, le piégeage en ligne, le harcèlement en ligne et l'extorsion sexuelle, conformément aux articles 62 à 67. La loi sur l'enfance de 1998 ne couvre pas suffisamment les subtilités des avancées technologiques actuelles et l'exposition des enfants aux dangers qui en découlent. Le gouvernement vise à remédier à ces déficits par le

(consulté le 17 novembre 2024)

509 Digital 2024 : Ghana (2024b) <https://datareportal.com/reports/digital-2024-ghana> (consulté le 17 novembre 2024)

510 M-Kopa s'étend au Ghana, débloquant 10 millions de dollars de crédit pour les clients (2023) <https://www.myjoyonline.com/m-kopa-expands-to-ghana-unlocking-10m-in-credit-for-customers/> (consulté le 18 novembre 2024)

511 Un nouveau gouvernement NPP lancera le programme «Achetez maintenant, payez plus tard». Les Ghanéens achèteront des téléphones et paieront par tranches de 1 ou 2 GHC (2023) <https://rainbowradioonline.com/2024/07/22/127027/> (consulté le 18 novembre 2024)

512 Le gouvernement est déterminé à combler la fracture numérique (2024) <https://moi.gov.gh/newsroom/2024/02/govt-is-determined-to-bridge-digital-divide-ursula-owusu/> (consulté le 11 décembre 2024)

513 Le GIFEC réduit le coût de la connexion au réseau dans les zones rurales (2024) <https://www.telecomschamber.org/industry-news/gifec-reduces-cost-of-providing-network-connection-to-rural-areas/> (consulté le 11 décembre 2024)

514 Ministère des communications et de la numérisation Budget prévisionnel (2023) https://mofep.gov.gh/sites/default/files/pbb-estimates/2024/2024-PBB-MOCD_.pdf (consulté le 11 décembre 2024).

515 Inclusion numérique (2024) <https://performancetracker.gov.gh/category/160> (consulté le 11 décembre 2024)

516 Le GIFEC vise à redynamiser les opérations pour étendre la connectivité internet aux zones rurales dépourvues d'accès aux données (2024) <https://www.myjoyonline.com/gifec-aims-to-revitalise-operations-to-extend-internet-connectivity-to-rural-areas-without-data-access/> (Consulté le 11 décembre 2024).

517 Utilisation, accès et supervision d'Internet chez les enfants ghanéens : une étude transversale (2024) <https://doi.org/10.1057/s41599-024-03482-8> (consulté le 27 mars 2025)

518 Le président de la FIDA-Ghana dirige la protection des enfants en ligne au Ghana (2022) https://www.csa.gov.gh/president_of_fida_leads_cop.php (consulté le 27 mars 2025)

biais du Cadre national de protection des enfants sur internet.⁵¹⁹ Le Ghana a précédemment ratifié plusieurs accords, conventions et protocoles internationaux concernant l'exploitation et les abus sexuels sur les enfants, en ligne comme hors ligne. Ces cadres comprennent la Convention du Conseil de l'Europe relative à la cybercriminalité, la Convention de l'Union africaine concernant la cybersécurité et la protection des données personnelles, ainsi que le Protocole facultatif à la Convention sur les droits de l'enfant se rapportant à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants et à la pornographie impliquant des enfants.

L'indice TheScore

Indicateurs clés de Londa 2025	Déclaration de la CADHP (P comme Principe)	Score	Justification
Fermeture d'Internet	P38(2)	5	Aucun cas de coupure de l'internet n'a été signalé. Le gouvernement collabore avec les parties prenantes pour maintenir l'internet en service.
Lois, politiques et autres mesures inexistantes pour promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à l'internet	P37	4	Le gouvernement a mis en place plusieurs politiques et initiatives pour atteindre le résultat souhaité pour cet indicateur. La majorité des initiatives sont menées par le GIFEC.
Criminalisation des fausses nouvelles	P22(2)	1	Il existe une loi interdisant la publication de fausses nouvelles. La police et les journalistes disposent également d'un cadre structuré pour leurs relations. Le code pénal et la loi sur les communications électroniques sont les lois applicables.
Législation sur la sédition	P22(2)	3	Il existe des lois qui interdisent l'incitation au désordre public ou à l'insurrection. Le code pénal et la loi sur les communications électroniques sont les lois applicables.
Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits de l'homme et des citoyens	P20(1) & (2)	2	Les lois sont utilisées abusivement pour arrêter et harceler les journalistes. Le gouvernement ne semble pas protéger les journalistes. Le code pénal et la loi sur les communications électroniques sont les lois applicables.
Législation sur la protection des données.	P42	5	Une loi existe pour protéger les informations et les données personnelles des citoyens et garantir le respect de la vie privée. La loi sur la protection des données, la cybersécurité, la loi sur les communications électroniques et les constitutions sont des lois applicables.

14

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

Les États interviennent et exigent le retrait de contenus en ligne par les intermédiaires de l'internet	P38 et P39(4)	4	Il existe une loi qui autorise la modération du contenu, mais les dispositions ont rarement été utilisées. La loi sur les communications électroniques est la loi applicable.
Atteinte à la confidentialité des communications	P41	5	Il existe des lois qui protègent la vie privée, mais ces lois contiennent également des dispositions qui permettent de déroger à cette protection. Les lois applicables sont la Constitution, la loi sur la protection des données, la loi sur les communications électroniques et la loi sur la cybersécurité.
L'incapacité du gouvernement à divulguer et à diffuser de manière proactive l'information sur les technologies numériques.	P29(3)	3	Il existe une loi relative au droit à l'information, mais sa mise en œuvre est semée d'embûches. La loi sur le droit à l'information est la loi applicable.
Stratégies nationales en matière d'IA et de technologies émergentes	P39(6)	3	Il existe une stratégie nationale, des outils pour une utilisation éthique et des politiques pour mettre en place l'infrastructure nécessaire. Il n'existe actuellement aucune loi applicable.
Adoption de lois, de politiques et de mesures spécifiques en faveur de la sécurité numérique et de la protection de la vie privée des enfants en ligne	P37(5)	3	Il existe une politique et une législation visant à protéger les enfants en ligne. Néanmoins, certaines lacunes subsistent, comme l'absence de cadre réglementaire, de lignes directrices et de normes pour les opérateurs de téléphonie mobile et les autres entreprises de télécommunications. La loi sur la cybersécurité est la loi applicable. La loi sur l'enfance de 1998 ne tient pas compte des avancées technologiques actuelles et de l'exposition des enfants aux dangers qui en découlent.
Inclusion numérique	P37(3)	4	Des institutions, des politiques, des initiatives et des stratégies existent pour garantir un accès inclusif à la technologie numérique. La majorité des initiatives sont menées par le GIFEC.
TOTAL (jusqu'à 60)		42	L'évaluation globale des performances du pays indique que le Ghana est modérément conforme.

3.0 Conclusion

La libéralisation du secteur des TIC a joué un rôle essentiel dans le développement des infrastructures et le renforcement de la compétitivité du pays par rapport à ses pairs de la région. Un ensemble clair de lois, de politiques et de projets ciblés sur des objectifs spécifiques a contribué à ces progrès. Malgré de bons classements dans les indices mondiaux connexes, le Ghana est toujours confronté à certains défis. Le recul de la liberté de la presse et de l'expression en ligne constitue un problème majeur. Il existe également une fracture numérique, qui se traduit par des

différences dans la qualité des services, l'accès aux technologies numériques et les compétences numériques au sein des différents groupes de population. Les questions de protection des données, de respect de la vie privée et de cybersécurité doivent faire l'objet d'un examen attentif et de solutions proactives pour suivre l'évolution du paysage technologique. L'élaboration de cadres réglementaires solides et la promotion de la collaboration entre les secteurs public et privé sont des étapes essentielles pour relever ces défis. Pour garantir un avenir numérique plus équitable et plus sûr à tous les citoyens, le gouvernement peut mettre en œuvre des politiques axées sur la protection et la promotion

des investissements dans le secteur numérique, l'encouragement de l'innovation et l'élargissement de l'accès à la technologie.

En outre, la promotion d'une culture de respect strict des réglementations contribuera à maintenir l'intégrité de l'écosystème numérique, en veillant à ce que toutes les parties prenantes adhèrent à des normes de pratique élevées. Enfin, les politiques de protection des consommateurs doivent être renforcées pour protéger les individus contre l'exploitation et les violations de données, créant ainsi un environnement en ligne plus sûr pour tous. Le Ghana peut parvenir à un paysage numérique plus inclusif qui profite à tous les citoyens grâce à ces mesures.

Recommandations

Les recommandations visant à améliorer l'inclusion numérique et à protéger les droits numériques sont basées sur une analyse des événements rapportés et sur le score global du pays sur l'indice TheScore. Ces recommandations sont présentées en relation avec les interactions entre les parties prenantes de l'espace numérique.

Le gouvernement devrait :

- Élever la Commission nationale des médias au rang d'autorité afin de renforcer son pouvoir de supervision et de régulation des activités des médias. Cela permettrait d'établir des lignes directrices en matière de journalisme éthique et de comportement responsable, favorisant un environnement médiatique plus transparent et digne de confiance pour les journalistes et le public.
- Mettre en place un tribunal spécialisé pour traiter rapidement les agressions contre les journalistes, afin de garantir une justice rapide et de renforcer les protections de la liberté de la presse. En donnant la priorité à ces affaires, le pays peut dissuader la violence contre les professionnels des médias et sauvegarder leurs droits. En outre, il conviendrait de fournir des ressources et un soutien aux journalistes victimes de telles agressions au cours des procédures judiciaires.
- Développer les ressources du GIFEC pour soutenir l'IA et les technologies émergentes en augmentant le financement, en améliorant l'infrastructure et en privilégiant les collaborations avec les innovateurs technologiques. Cela permettra de stimuler la croissance économique et d'améliorer les services à l'échelle nationale.
- Mise en œuvre d'une politique temporaire de discrimination fiscale visant les smartphones. Cette politique éliminerait les taxes sur les smartphones bas de gamme, les rendant ainsi plus accessibles à une population plus large. Tout en taxant les smartphones haut de gamme, généralement achetés par des consommateurs disposant de moyens financiers plus importants.
- Mettre en œuvre des politiques globales pour garantir une concurrence loyale entre tous les acteurs de l'écosystème numérique. Ces politiques devraient supprimer les obstacles qui désavantagent certains acteurs du marché, promouvoir la transparence des opérations, encourager l'innovation et protéger les intérêts des consommateurs. En se concentrant sur des pratiques équitables, le pays peut créer un environnement dans lequel les grandes et les petites entités peuvent prospérer. Cela profitera à l'économie dans son ensemble et favorisera un marché numérique diversifié et dynamique.
- Mettre en place un cadre réglementaire, des lignes directrices et des normes pour les opérateurs de téléphonie mobile et les autres entreprises de télécommunications afin de protéger les enfants en ligne.

- Élaborer un cadre réglementaire assorti de lignes directrices à l'intention des opérateurs de téléphonie mobile et des entreprises de télécommunications pour protéger les enfants en ligne. Ce cadre devrait comprendre des mesures de protection des informations personnelles, la mise en œuvre de protocoles de vérification de l'âge, la promotion de la culture numérique et l'amélioration des mécanismes de signalement des menaces en ligne.
- Collaborer avec les organisations de la société civile pour élaborer des politiques fondées sur des données afin de créer des écosystèmes numériques sûrs et équitables.

17

DROITS
NUMÉRIQUES
ET INCLUSION
EN AFRIQUE
RAPPORT

LONDA
2024

La société civile devrait :

- Lancer une campagne d'engagement civique pour informer les citoyens de leurs droits et responsabilités en matière de liberté d'expression, de protection des données et de confidentialité des données. La campagne devrait fournir des informations claires sur ces droits, en mettant l'accent sur une expression respectueuse et sur l'importance de reconnaître les limites pour éviter les préjudices et la désinformation.
- Collaborer avec les parties prenantes gouvernementales pour élaborer des politiques fondées sur la recherche et les données qui favorisent l'inclusion numérique des communautés sous-représentées tout en protégeant les droits des citoyens.
-
- Développer une initiative d'aide juridique pour soutenir les journalistes confrontés à des procès et à des problèmes juridiques en raison de leurs reportages. Cette initiative devrait fournir une représentation juridique, un soutien financier pour les frais d'avocat et des ressources pour naviguer dans le système juridique. Elle devrait également comprendre une formation sur les droits des journalistes et promouvoir les partenariats avec des professionnels du droit qui se consacrent à la liberté de la presse, afin que les journalistes puissent exercer leurs fonctions sans craindre de répercussions juridiques.

Le secteur privé devrait :

- Respecter les lignes directrices réglementaires de l'industrie, notamment en procédant à des audits et à des évaluations régulières pour déterminer le degré de conformité.
- Fournir des formations et des ressources pour améliorer la compréhension des règlements et promouvoir une culture de la responsabilité et de l'amélioration continue.
- Travailler avec les organisations de la société civile pour créer et mettre en œuvre des initiatives visant à éduquer les citoyens sur leurs responsabilités lorsqu'ils utilisent des solutions numériques et consomment de l'information.

